

Engagement des Femmes du Camp Militaire Soundiata de Kati pour la Paix et l'Unité au Mali : Elles s'insurgent contre les propos de Choguel Maïga

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 21 NOVEMBRE 2024

1684

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Choguel Maïga

Chronique d'une chute annoncée



CICB : Le récit du meeting de soutien à la transition



Le Secteur Éducatif au Mali : Rapport du Bureau du Vérificateur Général

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

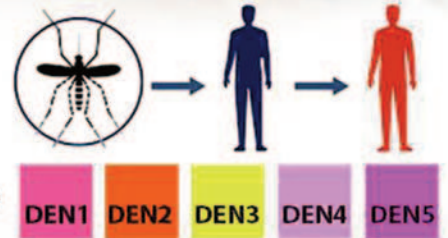


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



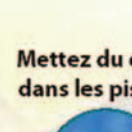
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.7



P.13



P.23



Une /

Choguel Kokalla Maiga : Chronique d'une chute annoncée

P.4

Brèves /

Mali : Les FAMA intensifient leurs opérations contre les groupes terroristes
 Crise politique et institutionnelle au Mali : Le Premier ministre du Mali, critique sévèrement la transition en cours
 Session de formation en Droit International Pénal et Droits de l'Homme : Des représentants de plusieurs pays réunis à Bamako
 Changement de Code de Recharge pour les Compteurs Prépayés "I SAGO" : Une Tromperie d'EDM-SA Mise au Jour

P.7

P.7

P.8

P.8

Actualité /

Le Secteur Éducatif au Mali : Rapport du Bureau du Vérificateur Général
 Insertion professionnelle des jeunes dans les filières d'opportunités à Bamako et environs : L'APEJ et LuxDev bouclent une formation de 400 jeunes en entrepreneuriat

P.11

P.13

Politique /

Acharnement et la détention des leaders politiques : Les Parties Signataires du 31 mars 2024 exigent la libération de tous les détenus politiques
 CICB : Le récit du meeting de soutien à la transition
 Engagement des Femmes du Camp Militaire Soundiata de Kati pour la Paix et l'Unité au Mali : Elles s'insurgent contre les propos de Choguel Maiga

P.17

P.21

P.23

Culture & société /

Speed Darlington affirme que Davido envisage de prendre une deuxième épouse : Polémique sur les réseaux sociaux

P.26

International /

Enquête sur l'opposant politique Kizza Besigye en Ouganda : Sa femme parle d'enlèvement
 Législatives anticipées du 17 novembre au Sénégal : Analyse de la victoire électorale du Pastef

P.27

P.28

Sport /

Éliminatoires de la CAN Maroc 2025 : Les Aigles du Mali brillent lors de la dernière journée

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssef Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Choguel Kokalla Maiga

Chronique d'une chute

annoncée

L'ancien Premier ministre du Mali, Choguel Kokalla a été démis de ses fonctions, ce mercredi 20 novembre 2024 après plus de trois années à la Primature. Son rêve, de continuer son bail jusqu'à la fin de la Transition, voire au-delà vient d'être brutalement contrarié par ses propres turpitudes. Ainsi, après avoir lâché ses camarades et bienfaiteurs du Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques, il rate complètement son atterrissage et quitte ses fonctions sous les huées de ses compatriotes. Quel gâchis !

Choguel Kokalla Maiga ne devait son accession à la Primature que par la grâce de sa désignation par le Comité stratégique du M5-RFP sur la base de compromis révélés plus tard par certains membres éminents de ce rassemblement au sein duquel, l'ancien Premier ministre n'a jamais été majoritaire. Son éviction transparente et démocratique de la présidence du Comité stratégique l'a amplement démontré.

Faut-il encore le rappeler, au jour de sa nomination, Choguel Maiga était à la tête d'un parti lilliputien qui d'ailleurs avait refusé de le suivre au M5-RFP. Il est donc venu avec un seul militant dont la loyauté est à saluer.

Tout au long de sa carrière, l'ancien Premier ministre du Mali, n'a jamais été élu et son parti n'a jamais gagné dans sa localité de naissance qu'il semble d'ailleurs peu connaître et qui, encore semble-t-il ne se reconnaît nullement en lui.

Dans de telles conditions l'ancrage politique du nouveau Premier ministre ne pouvait être que le M5-RFP et une bonne entente avec les militaires.

Mais voilà, dès sa prise de fonction, Choguel Maiga s'est éloigné du M5-RFP qu'il a tenté de casser méthodiquement en procédant à des purges. La première, qui a vu le départ-exclusion d'une bonne partie de ses grandes figures (l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé, les

anciens ministres Sy Kadiatou Sow, Konimba Sidibé, Mohamed Aly Bathily et Cheick Oumar Sissoko) lui a réussi, selon ses critères d'appréciation personnels. L'affaiblissement potentiel du mouvement lui importait peu.

Ainsi il a voulu récidiver pour se donner une marge de manœuvre pour faire avaliser une hypothétique candidature à la présidence de la République. Mali lui en a pris car l'arroser a été totalement inondé d'eau : il est destitué et ravalé au rang de simple militant avant d'être finalement exclu du mouvement.

Roi-nu après avoir trahi ses bienfaiteurs du M5-RFP, il s'accroche aux « 5 colonels » dont il ne cessait de vanter publiquement les mérites tout en leur glissant de grosses peaux de bananes sous les pieds et surtout en travaillant à les mettre dos à dos. Ce petit jeu, ne pouvait perdurer et, pris plus d'une fois la main dans le sac, et sachant son départ inéluctable, Choguel Kokalla Maiga a jeté les masques en adossant une tenue un peu particulière : celle de Premier ministre – Premier opposant.

La faute de Choguel, en engageant ces bras de fer a été de croire en ses thuriféraires qui lui faisait croire qu'il était le citoyen le plus populaire de l'espace AES. C'est ainsi que le héros d'hier a vu les foules qui l'acclamaient il n'y a pas longtemps, le huer, le maudire, demander sa démission et sa traduction devant la justice.

Les très nombreux activistes des réseaux sociaux, qui le soutenaient contre des espèces sonnantes et trébuchantes avaient progressivement pris leur distance quand ils ont constaté que leur mentor devenait de plus en plus pingre et ne tenait aucun de ses engagements.

La classe politique, qui a toujours été à couteaux tirés avec un des leurs arrivé à la Primature, a applaudi des deux mains ce départ.

Même les panafricains venus au Mali soutenir la Transition ont manifesté leur déception.

Choguel ainsi esseulé quitte la Primature tête baissée, humilié, affaibli. Pour ceux qui le connaissent en ruminant une revanche. Celle d'Outre-tombe ?

Moctar Sow

Casimir Sangala



Cérémonie de sortie de 400 jeunes primo-entrepreneurs formés en entrepreneuriat ce mardi à 14h30 à l'Hôtel de l'Amitié. #Inspiration Emploi Jeune#

Bechir Ben Haidara



Le vieux du village vaut mieux que le village sans vieux ! Pensez-y !

Perzan Fondateur du Pat



Le malheur de quelqu'un ne changera en rien ta situation actuelle
Souhaite du bien à autrui et Dieu fera de même pour toi

La Voix Du Peuple



A cause de quelqu'un qui gagne 2000f par jour ils sont capables d'aller prendre fétiche de 600000f pour gâté ces activités.

Malick Konate



La dernière photo des deux hommes.
#Bèki_Takè #Transition3



Dans un flash spécial à la télévision nationale, le Président de la Transition a mis fin aux fonctions du Premier ministre, chef du gouvernement.

#Bèki_Takè

Avis général de passation des marchés du ministère de l'emploi :

- 40 000 000 Millions pour les agendas, calendrier, de cartes de vœux, magazines...

- 30 500 000 FCFA pour achat de produits alimentaires (Laits, Lipton, café) uniquement pour le Cabinet du Ministre

Source : quotidien national Essor du 20 Novembre 2024.

#Bèki_Takè

Objet de l'appel à la passation	Montant Prévisionnel	Source de financement	Mode de passation
Achat de consommables informatiques pour la DFM et le Cabinet au compte du MENEFP	10 000 000	BN	DRPR
Achat de consommables de bureau pour la DFM et le Cabinet au compte du MENEFP	10 000 000	BN	DRPR
Confec-tion et multiplication de magazine et autres supports de promotion de l'entrepreneuriat, de l'emploi et de la formation professionnelle	20 000 000	BN	DRPR
Confec-tion d'agendas, de calendrier, de cartes de vœux et accessoires pour le département	20 000 000	BN	DRPR
Achat de produits alimentaires compte du cabinet du MENEFP	30 500 000	BN	DRPR
Acquisition des équipements de production et post récolte pour les jeunes bénéficiaires	80 000 000	BN	A
Achat de mobiliers de bureau pour les services centraux régionaux du MENEFP	34 000 000	BN	U
Achat de produits alimentaires DFM et Cabinet	11 000 000	BN	
Achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques pour la DFM et du Cabinet au compte du MENEFP en deux (02) lots distincts.	40 000 000	BN	
Achat de matériels et accessoires informatique et	18 124 000	BN	

Interrogés au sujet du report du conseil des ministres, les plus proches collaborateurs du Premier ministre Choguel Kokalla Maiga estiment que la relation entre le Général Assimi et leur chef est désormais définitivement rompue.

S'agit-il de la fin des alliances ? Les heures à venir pourraient apporter des éclaircissements. Certains proches expriment des inquiétudes quant à l'avenir. Koulouba est en effervescence.

À suivre...

#Bèki_Takè



Conseil des Ministres : Il se préparait à se rendre à Koulouba, comme d'habitude, à 9 heures. Il a reçu un appel l'informant d'attendre et de rebrousser chemin ; il serait appelé dès que le chef serait prêt. En attendant, il est retourné dans son bureau.

Plus détails chez Issiaka Tamboura

#Bèki_Takè



Djimi Kanté



C'est plus fort que moi : Je me suis surpris en train de verser quelques larmes pour lui bien que je n'ai jamais été d'accord ni avec lui, ni même avec lui. Et le comble est que Samba Gassama vient de l'ajouter au groupe Faso denh Jugu

Grand Buzz



PDG DE LA COMPAGNIE MT TRANSPORT
Mme Philomène TIA, la seule et unique femme Ivoirienne, PDG dans le domaine du transport terrestre en Côte d'Ivoire
Partie de rien, elle est devenue multimillionnaire, emploie plus de 5000 personnes et génère plus de 3 milliards FCFA de chiffre d'affaire par an.
Une fierté pour la Côte d'Ivoire



Serge Daniel @sergedani... · 41 s ...

#Mali-Politique/Le Premier ministre Choguel Maïga démis de ses fonctions

Les 5 erreurs de l'ex-PM Choguel Maïga

- 1- Il a confondu base populaire et base populiste.
- 2- Il s'est mis à dos toute la classe politique malienne .
- 3- il a pensé que les militaires un moment allaient se retirer et lui faire une passe millimétrée .
- 4-Un homme de l'Etat n'est pas un homme d'Etat.
- 5- Son conseiller spécial chargé des RS était plutôt un amuseur public conclusion philosophique : le choguelisme est une physiologie qui s'est abimée dans la métaphysique Serge Daniel

Awa Sylla



Un rassembleur avec un bon carnet d'adresse c'est de ça que le Mali a besoin.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Mali : Les FAMA intensifient leurs opérations contre les groupes terroristes



Le mois d'octobre a marqué une période cruciale pour les Forces Armées Maliennes (FAMA) dans leur lutte contre les groupes terroristes opérant au Mali. Sous la direction du Colonel-major Dembélé, les FAMA ont intensifié leurs efforts pour mettre la pression sur les Groupes Armés Terroristes (GAT) à travers le pays.

Les opérations menées par les forces armées maliennes ont été fructueuses, avec un total de 17 reconnaissances offensives et 44 frappes aériennes ayant impacté directement les capacités opérationnelles des GAT. Ces actions ont conduit à la destruction de plusieurs sanctuaires terroristes et à la neutralisation de leurs réseaux logistiques, affaiblissant ainsi leur potentiel d'attaques.

Malgré les attaques subies par les FAMA, celles-ci ont fait preuve d'une grande résilience pour défendre la souveraineté nationale. En dépit des défis rencontrés sur le terrain, les forces armées maliennes ont réussi à réduire significativement le nombre d'attaques comparé aux mois précédents, démontrant ainsi l'efficacité de leurs actions contre les GAT. Une des victoires marquantes du mois d'octobre a été la neutralisation d'une attaque terroriste contre le poste de sécurité de Ber, dans le centre du pays, le 6 octobre. Cette opération a permis la destruction de bases logistiques terroristes, la saisie de drogue en quantité importante, ainsi que d'armes, de munitions et d'équipements de communication. De plus, la neutralisation du chef terroriste AL-IZA OULD YAHIA et de ses complices a été confirmée, affaiblissant davantage les groupes terroristes. Le 9 octobre, les FAMA ont fait face à une embuscade du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) à Tominian, sur la route nationale RN-6, causant un mort et quatre blessés parmi les forces maliennes. Malgré cette attaque, la riposte des FAMA a permis de poursuivre et de neutraliser les assaillants, démontrant ainsi leur détermination à assurer la sécurité des citoyens et à lutter contre les ennemis de la paix.

Le Colonel-major Dembélé a réaffirmé l'engagement inébranlable des FAMA à protéger la population malienne et à garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Malgré les obstacles rencontrés, les FAMA restent mobilisées et prêtes à relever les défis posés par les groupes terroristes, en mettant en place des stratégies efficaces pour assurer la stabilité et préserver la paix dans toutes les régions du pays, même les plus touchées par le terrorisme.

Fatou Sissoko

Crise politique et institutionnelle au Mali : Le Premier ministre du Mali, critique sévèrement la transition en cours



Lors d'un meeting du Mouvement du 5 Juin Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) le 16 novembre 2024, Choguel Maïga, Premier ministre du Mali, a exprimé des critiques sévères à l'égard de la transition en cours dans le pays. Il remet en question la légitimité de cette transition tout en soulignant les risques de reculs politiques et sociaux auxquels le Mali est confronté.

Le Premier ministre met en garde contre un retour en arrière et dénonce la confusion et les pratiques douteuses qui semblent refaire surface depuis la signature du Pacte d'honneur en mai 2021. Il souligne le manque de transparence et d'implication dans les décisions politiques, déplorant le fait que la Primature soit devenue une coquille vide sous sa direction.

Choguel Maïga critique également la prolongation de la transition au-delà de la date initialement prévue, affirmant qu'elle est illégitime. Plutôt que de démissionner, il appelle à une réorientation politique urgente pour sortir le Mali de cette impasse.

Ces déclarations ont suscité des réactions et des interrogations quant à la direction que prendra le pays dans les mois à venir. Les propos du Premier ministre mettent en lumière les tensions et les enjeux politiques auxquels le Mali est confronté, soulignant la nécessité d'une réflexion et d'une action concertée pour assurer une transition démocratique et stable.

Il reste à voir comment ces critiques seront reçues et si des changements significatifs seront apportés pour répondre aux préoccupations soulevées par Choguel Maïga. En attendant, l'avenir politique du Mali demeure incertain, avec des défis majeurs à relever pour garantir la stabilité et le progrès du pays.

Mohamed N'Diaye

Session de formation en Droit International Pénal et Droits de l'Homme : Des représentants de plusieurs pays réunis à Bamako



A Bamako, la capitale du Mali, se déroule actuellement la 10e session de formation en Droit International Pénal, Droit International des Droits de l'Homme et Droit des Réfugiés. Cet événement d'envergure internationale a rassemblé des représentants de divers pays qui se sont réunis pour approfondir leurs connaissances et échanger sur des questions cruciales liées à ces domaines.

La cérémonie d'ouverture de cette session a été présidée par Alexandra Heldt, directrice régionale de la Fondation Friedrich Neumann, une organisation engagée dans la promotion des valeurs démocratiques et des droits de l'homme. Accompagnée par la représentante de la délégation spéciale de la mairie de la commune II et la représentante du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Heldt a souligné l'importance de renforcer la compréhension commune des enjeux actuels en matière de protection des droits de l'homme. Des militants des droits de l'homme du Mali et d'autres pays africains sont également présents à Bamako pour participer à cette semaine de formation intensive. Dispensé par des experts renommés en Droit International Pénal, Droit International des Droits de l'Homme et Droit des Réfugiés, ce programme vise à fournir aux participants les outils et les connaissances essentiels pour relever les défis contemporains en matière de protection des droits fondamentaux.

Madame la maire a chaleureusement accueilli les participants et a souligné l'importance de cette formation pour renforcer les mécanismes de protection en faveur des victimes. La directrice régionale de la Fondation Friedrich Neumann a quant à elle expliqué que cette initiative visait à sensibiliser et à former un large éventail de professionnels et d'acteurs engagés dans la promotion des droits de l'homme.

Cette session de formation s'adresse à un public varié, comprenant des magistrats, avocats, greffiers, responsables gouvernementaux, forces de l'ordre, membres d'organisations internationales, ONG de protection des droits de l'homme, journalistes, acteurs de la société civile et chercheurs spécialisés. Elle représente une opportunité unique de partager des connaissances, d'échanger des expériences et de renforcer la coopération internationale en matière de protection des droits de l'homme. La 10e session de formation en Droit International Pénal, Droit International des Droits de l'Homme et Droit des Réfugiés à Bamako s'inscrit

Changement de Code de Recharge pour les Compteurs Prépayés "I SAGO" : Une Tromperie d'EDM-SA Mise au Jour



Je 8 octobre 2024, la société EDM-SA a informé sa clientèle d'un changement de code de recharge pour les compteurs prépayés "I SAGO". Prévu pour le 18 octobre 2024, ce changement a suscité des interrogations parmi les clients ayant effectué des rechargements. En effet, ces derniers ont rapidement constaté une augmentation significative du coût du kilowatt (kW), dépassant même les 100%.

Cette révélation a mis en lumière les pratiques douteuses d'EDM-SA. Certains clients ont remarqué qu'après le changement de code, une recharge de 1000 F CFA ne leur donnait plus que 7,5 kW au lieu des 15 kW habituels. De même, une recharge de 2000 F CFA ne leur procurait que 15 kW au lieu des 30 kW attendus.

Cette hausse soudaine et injustifiée du coût du kilowatt soulève des interrogations sur les véritables motivations derrière ce changement de code. Les clients se demandent légitimement si EDM-SA n'a pas cherché à accroître ses profits aux dépens des consommateurs. Cette pratique pourrait être qualifiée de tromperie, favorisant clairement le vendeur au détriment des acheteurs. Pour étayer ces soupçons, des comparaisons ont été effectuées entre les recharges avant et après le changement de code. Les résultats sont sans appel : les clients se retrouvent désormais à payer plus cher pour une quantité d'électricité moindre. Certains clients se plaignent que ce n'est pas la première fois qu'EDM-SA est accusée de pratiques douteuses via ses compteurs prépayés. Cette affaire soulève des questions plus larges sur la transparence et l'équité des pratiques commerciales de la société.

Le changement de code de recharge pour les compteurs prépayés "I SAGO" s'est avéré être une tromperie manifeste de la part d'EDM-SA. Les consommateurs doivent rester vigilants face à de telles pratiques et exiger davantage de transparence de la part des fournisseurs d'électricité.

Fatou Sissoko

dans une démarche collective visant à promouvoir la justice, le respect des droits fondamentaux et la protection des plus vulnérables au sein de la communauté internationale.

Ibrahim Sanogo



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA


- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Le Secteur Éducatif au Mali: Rapport du Bureau du Vérificateur Général



Le secteur éducatif au Mali, déjà confronté à de nombreux défis structurels, est une fois de plus sous les projecteurs suite au rapport annuel 2023 du Bureau du Vérificateur général (BVG). Ce rapport, remis au Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, met en lumière des dysfonctionnements financiers et administratifs graves couvrant les années scolaires de 2017 à 2022. Ces irrégularités soulignent la nécessité urgente d'une réforme en profondeur pour restaurer la transparence et l'intégrité dans la gestion des ressources publiques.

L'un des constats les plus préoccupants concerne l'ouverture d'établissements scolaires sur des bases irrégulières. Sur les 192 établissements examinés, 41,6% ont été créés sur la base de faux arrêtés d'ouverture. En outre, 33 de ces établissements ont perçu des subventions publiques pour un montant total

de 412,86 millions de Fcfa, souvent pour des élèves fictifs. Ces détournements de fonds soulignent des défaillances flagrantes dans les mécanismes de contrôle des subventions étatiques.

Ces pratiques illégales compromettent non seulement l'efficacité des dépenses publiques, mais elles portent également préjudice à l'équité et à la qualité de l'éducation dans le pays. Il est impératif de renforcer les mécanismes de vérification et d'imposer des sanctions sévères contre les auteurs de ces fraudes pour prévenir de tels abus à l'avenir.

Une autre problématique révélée par le rapport concerne la gestion des demi-bourses et des pensions alimentaires. Plus de 18 milliards de Fcfa ont été distribués en se basant sur un décret de 1992, pourtant abrogé en 1994. Ces ressources ont été attribuées à des catégories d'élèves non prévues par la législation ac-

tuelle, soulevant des questions sur la gestion administrative des bourses et la compétence des agents chargés de leur attribution.

Le rapport met également en lumière des anomalies dans le versement des subventions scolaires, telles que le versement de subventions à des élèves après la fin de leur scolarité, des inscriptions irrégulières entraînant un gaspillage de fonds, ainsi que des doublons d'inscriptions générant des subventions injustifiées. Ces pratiques révèlent un manque de rigueur dans la gestion des effectifs scolaires et l'absence de mécanismes de suivi adéquats.

Il y a une nécessité urgente d'une réforme en profondeur du secteur éducatif malien pour restaurer la transparence, l'intégrité et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques. Il est crucial d'adopter des mesures strictes pour lutter contre la corruption et les



fraudes, et de mettre en place des mécanismes de contrôle et de suivi plus efficaces pour garantir une éducation de qualité et équitable pour tous les citoyens maliens. La situation décrite dans votre requête met en lumière des irrégularités inacceptables qui compromettent sérieusement la qualité de l'éducation au Mali. Le détournement de subventions publiques vers des établissements privés, entraînant un gaspillage de ressources importantes, est particulièrement préoccupant.

Pratiques mettant en péril l'intérêt général au profit d'intérêts privés :

Ces pratiques compromettent l'intérêt général au profit d'intérêts privés, ce qui constitue une violation flagrante des principes de bonne gouvernance.

Recommandations pour restaurer la confiance dans le système éducatif malien : Les recommandations du Bureau du Vérificateur général visent à restaurer la confiance dans le système éducatif malien en proposant des mesures correctives essentielles. L'immatriculation des établissements privés pour assurer leur transparence, le respect des critères d'éligibilité pour l'attribution des subventions, ainsi que

le renforcement des contrôles périodiques sont des actions cruciales pour prévenir de telles dérives à l'avenir.

Actions pour sanctionner les responsables des abus :

Le VEGAL a également encouragé de constater que les autorités judiciaires compétentes ont été saisies de ces affaires, ce qui témoigne d'une volonté de sanctionner les responsables des abus et de dissuader de futures malversations. Il est essentiel que ces actions ne restent pas lettre morte et que des réformes en profondeur soient entreprises pour corriger les failles structurelles du système éducatif malien.

Importance de mettre en œuvre les recommandations du Vérificateur général :

L'éducation étant un levier crucial pour le développement national, il est impératif que les autorités mettent en œuvre de manière proactive les recommandations du Vérificateur général. En investissant dans la transparence, la responsabilisation et la bonne gouvernance, le Mali peut aspirer à offrir à sa population un système éducatif plus équitable et efficace, à même de favoriser le progrès et l'épanouissement de tous les citoyens.

Karamoko B Keita



Insertion professionnelle des jeunes dans les filières d'opportunités à Bamako et environs : L'APEJ et LuxDev bouclent une formation de 400 jeunes en entrepreneuriat



Cérémonie de clôture de la formation de 400 jeunes en entrepreneuriat.

Le ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle, Madame Bagayoko Aminata Traoré a présidé ce mardi 19 novembre 2024 à l'hôtel de l'amitié de Bamako, la cérémonie de sortie de formation de 400 jeunes primo-entrepreneurs formés durant une quinzaine de jours dans les modules de l'entrepreneuriat. Plus précisément, issus de diverses filières du secteur primaire, ils ont bénéficié des modules comme l'initiation, la création et la gestion d'entreprise, l'éducation financière et l'élaboration de plans d'affaires.

Cet évènement se tient quelques semaines

seulement après la clôture des bilans de compétence et l'organisation de foires aux opportunités à Bamako, Kati, Baguinéda et Quinzindougou. Ces deux activités ont touché des milliers de jeunes qui ont pu cerner les opportunités leur propre situation sur leur orientation professionnelle, leurs besoins de formation et les dispositifs qui leur sont offerts. Il se tient également dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat et quelques jours avant les Journées portes ouvertes APEJ/ANPE prévues à Sikasso et à Ségou pour promouvoir les filières soutenues par les programmes de LuxDev, favoriser

l'échange d'expériences au profit des primo-entrepreneurs et présenter la gamme de services financiers et non financiers disponibles.

Pour la circonstance, Madame la ministre avait à ses côtés plusieurs personnalités dont des membres de son cabinet, Madame Camara Murielle Hermouet, Représentante résidente de LuxDev au Mali, M. Malèye Ahmadou Diagne, Coordinateur Formation professionnelle et Emploi à LuxDev, le Directeur national de l'emploi, les Directeurs généraux de l'Agence pour la promotion de l'Emploi des Jeunes (Apej) et de l'Agence nationale pour l'emploi (Anpe), le Directeur adjoint de l'Apej,



Cérémonie de clôture de la formation de 400 jeunes en entrepreneuriat.

celui du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (Fafpa), Madame Bagayoko Mariam Camara dite Gamby de la délégation spéciale de la Mairie du district de Bamako et plusieurs autres responsables de LuxDev, de l'Apej et de leurs partenaires.

Dans son intervention, la représentante de la Délégation spéciale de la mairie du district de Bamako a mis l'accent sur l'implication effective des autorités de la collectivité dans les activités d'extension des programmes MLI/021 (Développement rural et sécurité alimentaire) et MLI/022 (Formation et insertion professionnelle) financés par le Ministère des Affaires étrangères et européennes du Grand-Duché de Luxembourg dans le District de Bamako. Il s'agit notamment de la conception du projet et de l'identification des priorités, l'identification des entreprises agricoles familiales et des jeunes agro-entrepreneurs en passant par les foires aux opportunités organisées à Bamako, Baguineda, Kati et Quinzindougou. Les axes de cette extension, a-t-elle souligné, sont articulés aux besoins et priorités sectorielles du

plan de développement de la méga-collectivité de Bamako. Il s'agit notamment de la réalisation du bilan de compétences de 1 000 jeunes, la formation en entrepreneuriat de 400 jeunes avec un accompagnement pour obtenir un crédit d'investissement et le soutien à 10 projets en économie verte et à 800 exploitations agricoles et 250 micro, petites et moyennes entreprises puis le renforcement des compétences des services techniques.

Les porte-paroles des jeunes primo-entrepreneurs en occurrence Mme Kadia Koné (transformation agroalimentaire spéculon sésame, commune Mandé) et M. Moulaye Haïdara (maraîchage à Baguineda) ont remercié les autorités du Département et les partenaires pour l'opportunité de la formation qui leur a permis d'être outillés pour relever les défis de leur insertion par l'entrepreneuriat suivant les meilleures approches de gestion.

La satisfaction des jeunes est également partagée par les 16 formateurs dont le porte-voix, M. Seydina Aliou Sow a félicité les jeunes pour

leur exemplarité, la qualité de l'organisation des sessions par l'APEJ et de la supervision par les équipes de LuxDev.

Pour sa part la Représentante résidente de LuxDev a réaffirmé la disponibilité de son organisation à poursuivre ses appuis pour soutenir les perspectives économiques auxquelles aspirent les populations, particulièrement les femmes et les jeunes. Pour LuxDev, ces deux couches de la population malienne font en effet face à des contraintes qui constituent autant d'obstacles à l'obtention d'une première expérience professionnelle dans un contexte caractérisé par la faiblesse des tissus économiques des secteurs secondaires et tertiaires. La formation professionnelle constitue donc, pour cette organisation, l'une des voies incontournables pour acquérir les compétences nécessaires susceptibles de faciliter la transition vers le marché du travail.

Madame le ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle a rappelé que les trois programmes de

LuxDev MLI/021, MLI/022 et MLI/026 s'alignent sur les orientations politiques nationales et sectorielles dont la politique nationale de l'Emploi et son plan d'action et la politique nationale de la formation professionnelle et contribuent à l'atteinte des objectifs du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable. Elle a souligné que l'agriculture est au cœur de la structure socio-économique du Mali et que LuxDev a compris qu'agir qualitativement sur ce secteur agit sur les conditions de vie des ménages, l'emploi, l'économie et la sécurité alimentaire. Cette intervention passe par l'accès à l'éducation et la formation, aux intrants, aux équipements, aux innovations, aux infrastructures et aux services de soutien pour produire et commercialiser mieux et plus. La diversification des produits entre également en ligne de compte.

La ministre a rappelé que filières d'opportunités retenues pour Bamako et environs sont le maraîchage, l'aviculture, les métiers de la transformation liées aux produits agricoles, arboricoles et d'élevage issus des producteurs de Bamako (fruits, légumes, lait, viande) ou des régions comme le ffonio, la pomme de terre, le riz, la mangue, l'anacarde, le karité, les métiers de services en support des filières citées dont les conseils, les intrants, la construction, la maintenance, la réparation, le transport et le stockage.

Madame Bagayoko a ajouté que le milieu rural et les zones périurbaines regorgent très souvent de grandes potentialités en matière d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes. Elle a exprimé ses remerciements LuxDev, aux collectivités du district de Bamako et de sa périphérie ainsi qu'aux autres

partenaires pour faire de cette formation acquise un facteur de rentabilité et d'amélioration des entreprises des jeunes. Elle a engagé l'APEJ, à ouvrir prochainement un portefeuille pour accompagner les promoteurs de cette cohorte ayant élaboré des plans d'affaires.

Cette formation a offert de nouvelles compétences aux jeunes pour mieux gérer leurs micro ou petites entreprises en terme d'amélioration de leurs parcours d'insertion économique, le développement d'opportunités sur le marché, leurs aspirations à la croissance dans des systèmes de production résilients, durables et multi-filières, dans la production, la transformation, la commercialisation, bref dans les chaînes de valeurs intra et inter-filières.

CICOM APEJ





CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Acharnement et la détention des leaders politiques : Les Parties Signataires du 31 mars 2024 exigent la libération de tous les détenus politiques



Les Parties Signataires de la déclaration du 31 mars 2024 ont exprimé leur profonde préoccupation face à l'acharnement inexplicable contre des leaders politiques exerçant leurs droits constitutionnels démocratiques. Dans un communiqué officiel, ces parties ont souligné plusieurs points clés qui nécessitent une action immédiate de la part des Autorités de la Transition.

Tout d'abord, les Parties Signataires ont appelé les Autorités de la Transition à libérer sans délai tous les détenus politiques, parmi les-

quels figurent 11 camarades, dont Ras Bath, Rose la vie chère, Étienne, Ben le Cerveau, Clément, et Issa Kaou N'Djim. Ils ont dénoncé la détention prolongée de ces individus, soulignant le caractère injuste et inhumain de cette situation. De plus, les signataires ont vivement critiqué l'instrumentalisation politique de la Haute Autorité de la Communication (HAC) dans sa mission de régulation du secteur de l'information et de la communication. Cette ingérence politique compromet la liberté d'expression et la démocratie dans le pays, selon les déclarations des Parties Signataires.

Les Parties Signataires du 31 mars 2024, dans leur déclaration, ont pris comme témoin l'implication de l'opinion publique nationale et internationale, appelée à témoigner de la patience des signataires face à la lenteur de la gestion de ce dossier. Ces manœuvres dilatoires sont perçues comme une tentative de prolonger indéfiniment la détention des 11 camarades, des chefs de famille qui n'ont commis aucun acte répréhensible à l'égard de la République.

La déclaration des Parties Signataires du 31 mars 2024 met en lumière une situation alarmante d'acharnement politique et de détention injuste de leaders politiques. Cette déclaration appelle à une action urgente pour garantir le respect des droits fondamentaux et des principes démocratiques dans le pays.

Lisons en encadré la déclaration des partis signataires de la déclaration du 31 mars 2024

YacoubaONGOIBA



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DES PARTIES SIGNATAIRES DE LA DÉCLARATION DU 31 MARS 2024

Maison de la presse, 20 novembre 2024

Le 20 Juin 2024, onze (11) de nos camarades politiques que sont : Moustapha DICKO et Yaya SANGARÉ (Adema-PASJ), Amidou MAÏGA (RPM), Abderhamane KORERA (ASMA-CFP), Moulaye HAÏDARA (PDES), Samba COULIBALY (NEMA), Mamadou TRAORÉ (UNION), Mamadou TRAORÉ dit Le Roi (ALTERNATIVE POUR LE MALI), Laya Amadou GUINDO (ADRP), Mohamed Aly BATHILY (MSRFP-MALI KURA), Malley CAMARA (CNDR) ont été arrêtés lors d'une réunion dans un domicile privé et placés sous mandat de dépôt le 24 juin 2024, accusés de tentative d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État, de trouble à l'ordre public, et d'opposition à l'exercice de l'autorité légitime.

Depuis cinq mois aujourd'hui (153 jours), les parties signataires de la déclaration du 31 mars suivent de près ce processus judiciaire de la détention prolongée de nos camarades. Cette situation fait suite à un appel incompréhensible du parquet du Tribunal de Grande Instance de la Commune V de Bamako, opposé à l'ordonnance de mise en liberté conditionnelle prononcée par le juge d'instruction en leur faveur.

Pourtant, en tenant la réunion, nos camarades n'ont enfreint aucun décret ni aucune loi. Ils n'ont absolument pas violé le décret, qui se réfère à l'ordonnance du 28 mars 1958 et dont le champ d'action exclut explicitement les réunions privées. D'ailleurs, c'est au juge de déterminer si ce décret a été enfreint et si la loi a été transgressée.

Si malgré la décision de ce juge de les libérer, nos camarades ont gardé prison, nous ne pourrions plus les considérer que comme des prisonniers politiques.

Leur seul tort, c'est de s'être battus pour la démocratie chèrement acquise par le peuple malien et pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Leur détention devient d'autant plus incongrue que depuis le 10 juillet 2024, le décret illégal et anticonstitutionnel, censé être à la base de leur incarcération, prétexte abandonné ensuite, est abrogé ; les activités politiques ayant repris droit de cité depuis.

Soucieuses du maintien de la paix sociale et de l'apaisement du climat politique national, les parties signataires de la déclaration du 31 mars 2024 ont privilégié la voie du dialogue avec les autorités politiques et judiciaires du pays, par l'implication des facilitateurs sociaux dans le respect de nos valeurs sociales et culturelles, mais aussi du fonctionnement des institutions en place.

Les parties signataires de la déclaration du 31 mars 2024 saluent les leaders religieux et toutes les bonnes volontés, pour leurs actions de médiation auprès des plus hautes autorités du pays, à la demande des partis et mouvements politiques, pour un dénouement heureux de cette crise qui n'a que trop duré.

Aussi, félicitent-elles les responsables des partis et organisations politiques signataires de la déclaration pour les différentes démarches de facilitation et de médiation auprès de différentes autorités du pays qui ont bien voulu les recevoir et les écouter. Qu'elles en soient aussi remerciées !

Cependant, malgré toutes ces actions de diplomatie politique et sociale, nos camarades viennent à nouveau de voir leur demande de mise en liberté rejetée, cette fois-ci par la Cour d'Appel, le 12 novembre 2024.

Les Parties Signataires de la déclaration du 31 mars 2024, considérant cet acharnement incompréhensible contre des leaders politiques dans l'exercice démocratique de leurs droits constitutionnels :

- en appellent aux Autorités de la Transition, pour qu'elles libèrent dans les meilleurs délais tous les détenus politiques, les 11 camarades, Ras Bath, Rose la vie chère, Étienne, Ben le Cerveau, Clément, Issa Kaou N'Djim ;
- dénoncent l'instrumentalisation politique de la HAC dans ses missions de régulation du secteur de l'information et de la communication ;
- prennent à témoin l'opinion publique nationale et internationale de leur longue patience et hélas de la détention indéfiniment prolongée des 11 camarades ;
- dénoncent la gestion lente de ce dossier qui s'apparente à des manœuvres dilatoires pour faire durer le supplice de chefs de famille qui n'ont posé aucun acte contre la République.

Les parties signataires déplorent que pendant que les voix dissidentes sont étouffées, la situation sécuritaire au Mali se détériore davantage, marquée par des attaques terroristes récentes dans le centre du pays, notamment à Bandiagara.

Parallèlement, la misère s'abat sur les ménages et les entreprises, exacerbée par la crise énergétique, toute chose qui obscurcit l'horizon économique du Mali.

Les coupures d'électricité fréquentes et l'absence de solutions durables plongent le pays dans une incertitude totale quant à son avenir.

La guerre n'étant pas une finalité, il est impératif de réussir l'union des Maliens et le retour de la paix, pour garantir un avenir meilleur à notre nation.

Les Parties Signataires de l'historique Déclaration Commune du 31 mars 2024 rappellent, par la présente, la pressante demande du peuple malien au retour à l'ordre constitutionnel et au respect des droits, de tous les droits démocratiques réinscrits dans le marbre de la Constitution du 22 juillet 2023, héritage des acquis de la Révolution de Mars 1991.

Ces acquis, que sont, entre autres, la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de réunion, la liberté d'aller et venir, la non violation du domicile privé, sont intangibles mais quotidiennement remis en cause dans ce pays depuis plus de 4 ans, et où, de plus en plus, la pensée unique a droit de cité.

Les Parties signataires de la déclaration du 31 mars 2024, attachées aux valeurs de la démocratie et de la République, ne peuvent pas s'accommoder des pratiques de remise en cause des acquis démocratiques, des restrictions des libertés individuelles et collectives et du musellement des partis politiques de notre pays, plus longtemps.

Elles se réservent le droit d'user de tous les moyens démocratiques et pacifiques pour obtenir la libération inconditionnelle des onze leaders politiques et se déclarent solidaires de tous ceux qui sont injustement privés de liberté pour ce qu'ils disent ou ce qu'ils pensent.

Elles exigent la libération de tous les détenus politiques et le retour des exilés

Dans ce sens, elles appellent tous les Maliens, démocrates de l'intérieur et de la Diaspora, à se joindre à leur lutte pour exiger la libération des onze (11) responsables politiques qui croupissent en prison depuis 5 mois.

Que Dieu bénisse et protège notre patrie commune !

Fait à Bamako le 20 Novembre 2024

LES PARTIES SIGNATAIRES

CICB: Le récit du meeting de soutien à la transition



L'événement commémoratif qui s'est tenu le mardi 19 novembre 2024 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) pour célébrer la première année de la libération de Kidal par les Forces Armées Maliennes (FAMa) a été marqué par une ambiance électrique et politique. Organisé par

une coalition de partis politiques et d'acteurs de la société civile, dont l'Alliance pour la Refondation du Mali (AREMA), cet événement a mis en avant un soutien sans faille aux FAMa et aux autorités de la Transition dirigées par le Général d'Armée, Son Excellence Assimi Goïta.

La salle de 1000 places du CICB était bondée, avec une foule débordant même dans les cours extérieures, démontrant ainsi l'importance et l'engagement des citoyens présents. Les revendications politiques ont été claires, notamment la demande de démission immédiate du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, suite à des propos jugés préjudiciables à la stabilité de la Transition. Les banderoles et slogans brandis par les participants exprimaient clairement leur position, demandant le départ de Choguel.

La préservation de l'unité nationale et la défense des acquis de la Transition ont été au cœur des discours et des messages véhiculés lors de cette commémoration. La victoire historique des FAMa dans la reprise de la région de Kidal le 14 novembre 2023 a été largement saluée comme un symbole du professionnalisme et du courage des forces armées maliennes. Cette reconquête a marqué le retour de l'État malien dans une partie stratégique du territoire.

Des figures politiques et civiles ont souligné l'importance de soutenir les FAMa et de reconnaître leurs sacrifices pour garantir la souveraineté du pays. La projection d'un film mettant en lumière les réalisations du gouvernement de Transition et des FAMa a renforcé le sentiment de fierté nationale,



rappelant comment la sécurité et l'autorité de l'État ont été restaurées grâce aux efforts des forces de défense.

Le discours du président de l'AREMA, Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, accusant le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga de dérive politique, a été l'un des moments forts de cette cérémonie. Cette journée restera donc comme un moment clé dans l'histoire du Mali, illustrant à la fois la célébration de la libération de Kidal et la tension politique entourant la demande de démission du Premier ministre. Le discours tenu par Choguel Maïga le 16 novembre dernier au Palais des Sports a suscité diverses réactions, notamment celles exprimées par Mohamedoune qui l'a qualifié de campagne électorale personnelle détournant l'essence de la célébration de la libération de Kidal. Selon Mohamedoune, il est contradictoire de critiquer maintenant une gouvernance qu'on a soutenue vigoureusement par le passé, laissant entendre que Choguel Maïga agit désormais selon des ambitions personnelles au détriment de l'intérêt national.

Ces critiques ont été partagées par de nombreux participants, qui ont même qualifié le Premier ministre de "héros d'hier devenu zéro aujourd'hui". Cependant, au-delà des débats politiques, un consensus s'est dégagé en fa-



veur du soutien aux Forces Armées Maliennes et à la Transition. Les participants ont réaffirmé leur confiance envers le leadership du président de la Transition, Assimi Goïta, ainsi que dans la capacité des FAMA à continuer la reconquête de l'ensemble du territoire malien.

La cérémonie de commémoration de la libération de Kidal a souligné le rôle fondamental de l'armée malienne en tant que pilier de la souveraineté nationale. Il a été souligné la nécessité d'une cohésion nationale pour assurer le succès de la Transition et pour préserver les

acquis obtenus grâce aux sacrifices des forces armées.

Alors que le Mouvement des Forces Vives de la région de Kidal prévoit un rassemblement pour exprimer son soutien aux autorités de la Transition, il est souligné l'importance de l'unité. Pour le peuple malien, l'objectif est clair : construire un Mali nouveau, souverain et uni, où l'intérêt national prime sur les ambitions personnelles.

Yacouba Ongoiba



Engagement des Femmes du Camp Militaire Soundiata de Kati pour la Paix et l'Unité au Mali : Elles s'insurgent contre les propos de Choguel Maïga



L'Association des Femmes du Camp Militaire Soundiata de la Zone de Défense numéro 3 de Kati a récemment pris position dans un contexte marqué par des débats politiques et des tensions internes au Mali. Sous la présidence de Coulibaly Fatoumata Keïta, ces femmes ont exprimé leur indignation face à certaines prises de position politiques et ont réaffirmé leur soutien aux autorités de la transition.

Lors d'une récente réunion, le Premier ministre Dr. Choguel Kokalla Maïga aurait tenu des propos jugés inappropriés par l'Association des Femmes du Camp de Kati. Dans leur déclaration, ces femmes ont dénoncé avec vigueur toute déclaration ou action susceptible de compromettre l'unité et la stabilité du Mali,

en cette période cruciale de transition politique et sécuritaire.

Les femmes du camp de Kati ont fermement condamné les propos du Premier ministre et ont réitéré leur attachement aux idéaux de paix, de stabilité et d'unité promus par les autorités de la transition, dirigées par le Colonel Assimi Goïta. Elles ont exprimé leur soutien aux efforts déployés par la transition pour lutter contre le terrorisme et reconstruire un Mali uni et prospère.

En mettant en avant les efforts remarquables des autorités de la transition pour unir les Maliens et relever les défis sécuritaires, les femmes du Camp de Kati ont réaffirmé leur engagement en faveur de la paix et de la sta-

bilité dans le pays. Elles ont également lancé un message fort en faveur de l'unité nationale, se désolidarisant de toute initiative ou déclaration pouvant diviser la société malienne.

Leur positionnement reflète leur volonté de contribuer à la consolidation de la cohésion sociale au Mali, essentielle pour faire face aux multiples défis auxquels le pays est confronté. En tant que soutiens moraux et psychologiques des soldats et actrices de paix au sein de leurs communautés, les femmes des camps militaires jouent un rôle crucial dans la construction d'un Mali stable et uni.

Cette déclaration des Femmes du Camp Militaire Soundiata de Kati met en lumière leur engagement en faveur de la paix, de la stabi-



lité et de l'unité au Mali, ainsi que leur détermination à contribuer à la construction d'une société malienne solidaire et résiliente face aux défis actuels. La prise de position publique exprimée dans le texte souligne la sensibilisation des individus aux enjeux nationaux ainsi que leur volonté de contribuer activement à la construction d'un Mali pacifique. Le camp militaire de Kati, en tant que site stratégique pour la défense nationale, revêt une importance significative dans l'histoire récente du Mali. Il est présenté comme un centre de réflexion et de mobilisation, où les habitants, en particulier les femmes, se considèrent comme les gar-

diens des valeurs patriotiques.

L'Engagement des Femmes du Camp Soundiata pour la Transition au Mali

L'Association des Femmes du Camp Soundiata exprime, à travers sa déclaration, un message empreint d'espoir et de détermination. Les mots "Vive la Transition ! Vive le Mali !" reflètent un engagement solide en faveur de la réussite de cette période de transition et de l'édification d'un avenir meilleur pour le pays. Le soutien affirmé par les femmes du camp de

Kati témoigne du solide appui de la société civile envers la transition malienne.

En tant qu'actrices clés au sein de la communauté militaire, ces femmes transmettent un message puissant axé sur l'unité, la résilience et l'espoir pour un Mali souverain, sécurisé et en paix. Leur engagement illustre la diversité des acteurs impliqués dans la transition du Mali et souligne l'importance de l'inclusion des femmes dans la construction d'un avenir stable et prospère pour le pays.

Karamoko B Keita





COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Speed Darlington affirme que Davido envisage de prendre une deuxième épouse : Polémique sur les réseaux sociaux

L'artiste nigérian Speed Darlington, connu pour ses prises de position provocatrices, a récemment déclenché une nouvelle controverse sur les réseaux sociaux en s'en prenant à Davido, la superstar de l'Afrobeats. Au cours d'une session en direct animée, Speed Darlington a révélé que Davido, récemment marié à Chioma Adeleke, envisagerait de prendre une deuxième épouse. Selon lui, le chanteur chercherait une femme Igbo

similaire à Chioma pour agrandir sa famille, des propos qui ont rapidement enflammé les discussions en ligne.

Cette déclaration a suscité des réactions contrastées parmi les internautes. Certains ont rejeté ces affirmations, les accusant d'être une stratégie pour attirer l'attention, tandis que d'autres ont spéculé sur la véracité de ces informations, alimentant ainsi la polémique.

Il convient de noter que Speed Darlington a déjà critiqué d'autres figures majeures de la scène musicale nigériane, telles que Burna Boy, ce qui laisse certains observateurs penser que ses attaques répétées sont une façon de rester sous les feux des projecteurs.

Les admirateurs de Davido et Chioma ont vivement réagi à ces allégations, défendant le couple sur les réseaux sociaux et qualifiant les commentaires de Speed Darlington d'infondés et d'irresponsables. Jusqu'à présent, Davido n'a pas répondu à ces déclarations, laissant planer le doute et alimentant les spéculations.

Cette nouvelle polémique soulève des questions sur la véracité des propos de Speed Darlington et sur les motivations derrière ses déclarations provocatrices. L'affaire reste à suivre, en attendant une éventuelle réaction de Davido qui pourrait apporter des éclaircissements sur cette affaire.

Fatou Sissoko



Enquête sur l'opposant politique Kizza Besigye en Ouganda : Sa femme parle d'enlèvement



Le gouvernement ougandais a récemment ouvert une enquête sur la situation de l'opposant historique Kizza Besigye, suite aux affirmations de son épouse selon lesquelles il aurait été "enlevé" au Kenya et transféré dans une prison militaire en Ouganda. Cette affaire a suscité une vive réaction de la part de Winnie Byanyima, directrice de l'Onusida, qui a appelé le gouvernement à libérer immédiatement son mari.

Kizza Besigye, âgé de 68 ans, est un ancien proche du président Yoweri Museveni devenu opposant. Il s'est présenté à plusieurs reprises aux élections présidentielles contre ce dernier, en 2001, 2006, 2011 et 2016. Son épouse affirme qu'il a été enlevé à Nairobi et se trouverait actuellement dans une prison militaire à Kampala, bien que le gouvernement ougandais n'ait pas confirmé sa localisation.

Cette affaire soulève des préoccupations quant aux droits de l'homme et à la liberté d'expression en Ouganda, un pays régulièrement critiqué par des organisations internationales et des gouvernements occidentaux pour sa répression de l'opposition. En juillet dernier, 36 membres du Forum pour le changement démocratique (FDC), le parti fondé par M. Besi-

gye, avaient été arrêtés au Kenya et expulsés vers l'Ouganda où ils ont été inculpés de "terrorisme".

Kizza Besigye, autrefois proche du président Museveni, a quitté le parti au pouvoir en 2001 pour devenir un leader de l'opposition. Il a participé à plusieurs élections présidentielles et est actuellement à la tête d'une nouvelle formation politique, le Front du peuple pour la liberté (PFF). Son absence prolongée et le manque de contact depuis son enlèvement suscitent des inquiétudes parmi ses proches

et ses collègues politiques.

Les tensions politiques en Ouganda soulèvent des questions sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie dans le pays. L'enquête en cours devra éclaircir les circonstances entourant la disparition de Kizza Besigye et fournir des réponses aux inquiétudes exprimées par sa famille et ses partisans. Selon les informations fournies, il semblerait qu'il y ait eu un cas confirmé d'enlèvement, avec Bobi Wine, figure de l'opposition, appelant à la libération immédiate de la personne enlevée. Il a également exprimé sa consternation quant au fait que le Kenya, qui était autrefois un refuge sûr pour les dissidents ougandais, soit devenu un lieu où la dictature en Ouganda agit de plus en plus librement.

Le Kenya a été critiqué récemment pour des enlèvements de ressortissants étrangers sur son sol. En octobre, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'était dit profondément préoccupé par le cas de quatre réfugiés turcs qui auraient été enlevés à Nairobi et expulsés en violation du droit international, d'après des groupes de défense des droits de l'homme.

Ces événements soulèvent des questions sur la sécurité des dissidents et des réfugiés dans la région, ainsi que sur le respect du droit international en matière d'enlèvements et d'expulsions. Il est important que de telles affaires soient examinées en profondeur et que les responsabilités soient établies pour garantir la protection des droits de l'homme et le respect des lois internationales.

Arouna Sidibé



Législatives anticipées du 17 novembre au Sénégal : Analyse de la victoire électorale du Pastef

Lors des récentes élections législatives anticipées au Sénégal, le parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) a remporté une victoire écrasante, confirmant ainsi la tendance observée depuis l'élection présidentielle de mars 2024. Cette victoire peut être interprétée comme une réponse des électeurs à l'appel au changement lancé lors de l'élection présidentielle, où le candidat Diomaye Faye avait obtenu 54% des voix dès le premier tour. Les Sénégalais semblent ainsi vouloir accorder une majorité confortable au

président Faye et à son Premier ministre Sonko pour mettre en œuvre leur programme politique.

La campagne électorale du Pastef s'est distinguée par une stratégie claire et une présence sur l'ensemble du territoire sénégalais. Le leader du parti a mis en avant le programme présidentiel intitulé « Sénégal 2050 : Agenda national de transformation », expliquant aux citoyens les réalisations prévues pour les cinq prochaines années. Cette approche a permis au Pastef de se démarquer en tant que parti engagé dans toutes les régions du pays,

contrairement à d'autres formations politiques.

L'absence de débat de fond entre les différents candidats a également favorisé le Pastef. L'opposition, en particulier la coalition « Sameu sa Kaddu » dirigée par Barthelemy Dias, a semblé davantage se concentrer sur des attaques personnelles plutôt que sur la présentation de propositions concrètes. Cette stratégie a pu nuire à la mobilisation de leur base électorale.

En ce qui concerne l'échec des principales figures de l'opposition telles qu'Amadou Ba, Barthélémy Dias et Macky Sall à rassembler une base électorale suffisante, plusieurs facteurs peuvent être évoqués. L'ancien président Macky Sall, bien qu'étant toujours à la tête de son parti, a adopté une position surprenante en ne se présentant pas en tant que tête de liste aux législatives. Cette décision a pu déstabiliser son parti et affaiblir sa capacité à mobiliser efficacement ses partisans.

La victoire électorale du Pastef aux législatives anticipées du 17 novembre au Sénégal témoigne d'un soutien populaire en faveur du





changement et d'une adhésion au programme politique proposé par le président Faye et son équipe. Cette nouvelle majorité parlementaire devra désormais relever les défis qui se présenteront pour concrétiser les attentes des électeurs et poursuivre le développement du pays. Il est évident que la situation politique actuelle décrite dans votre requête soulève des questions et des analyses intéressantes.

Il semble que l'ancien président Macky Sall, après avoir exprimé son intention de se consacrer à des affaires internationales, a fait un retour inattendu sur la scène politique, malgré les départs au sein de son parti et la perte de certains soutiens.

Situation politique au Sénégal : Analyse des élections législatives et perspectives

Son maintien en tant que tête de liste aux élections législatives sans préparation d'une relève interne peut effectivement être perçu comme un défi pour son parti, surtout dans un contexte où des partis comme Pastef montrent une organisation solide et une dynamique électorale.

L'ancien Premier ministre Amadou Ba, quant à lui, semble avoir eu du mal à capitaliser sur son score à l'élection présidentielle et à transformer cette dynamique en succès pour sa coalition aux législatives. Sa troisième place prévue derrière Pastef et la coalition de Macky

Sall témoigne des défis rencontrés par son mouvement politique.

Le maire de Dakar, Barthélemy Dias, a tenté de représenter le "bloc générationnel" mais n'a pas réussi à faire face efficacement à Ousmane Sonko en engageant un débat approfondi sur les enjeux économiques, éducatifs et politiques. Cette stratégie semble avoir été peu payante, laissant entrevoir des difficultés à incarner une réelle alternative politique.

Enfin, l'inter coalition entre Macky Sall, Amadou Ba et Barthélemy Dias n'a pas réussi à contrer l'ascension de Pastef. Cette situation met en lumière les limites des alliances politiques face à un adversaire bien organisé et mobilisé.

Dans l'ensemble, il semble que la scène politique sénégalaise soit marquée par des dynamiques complexes, des enjeux de succession et des défis pour les différents acteurs politiques. L'issue des élections législatives et les choix stratégiques des partis auront un impact significatif sur le paysage politique à venir. Les conséquences de l'absence de débats de fond durant la campagne électorale au Sénégal, ainsi que l'incidence de la violence qui s'est manifestée en début et en fin de campagne sur les préoccupations des Sénégalais, peuvent être multiples et significatives pour l'avenir politique du pays. Ces tendances pourraient

conduire à un changement et à un renouvellement de la classe politique sénégalaise, comme l'indique l'analyste politique Babacar Ndiaye.

Certains acteurs politiques de longue date, tels que Moustapha Niasse et l'ancien président Wade, semblent se retirer progressivement de la scène politique, laissant la place à une nouvelle génération de leaders émergents. Le parti Pastef, dirigé par Ousmane Sonko, semble devenir un acteur politique dominant suite aux résultats électoraux récents. Il est possible que l'Assemblée nationale soit marquée par de nouveaux visages et une dynamique politique renouvelée.

Dans ce contexte, les principales priorités d'Ousmane Sonko et du parti Pastef, désormais majoritaires au parlement, pourraient se concentrer sur des réformes de justice, la reddition des comptes, la suppression d'institutions et d'autres réformes structurelles. Cependant, il est souligné qu'une priorité urgente devrait être accordée à l'économie et au pouvoir d'achat des citoyens sénégalais, étant donné la situation économique difficile du pays. Le vote du budget 2025 et les décisions prises par la nouvelle Assemblée nationale seront cruciaux pour orienter la politique économique et sociale du pays.

Arouna Sidibé

Éliminatoires de la CAN Maroc 2025 : Les Aigles du Mali brillent lors de la dernière journée

Pour la clôture des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Maroc 2025, les Aigles du Mali ont offert un véritable spectacle offensif en battant largement l'équipe d'Eswatini au Stade du 26 Mars. Cette rencontre s'est déroulée le mardi 19 novembre 2024, marquant la fin de la 6e et ultime journée des éliminatoires.

Dans le groupe I, où se jouait le second match entre la Guinée-Bissau et le Mozambique, le Mali, déjà assuré de sa qualification, a accueilli l'équipe d'Eswatini qui était déjà éliminée. Malgré un enjeu limité pour les deux équipes, les hommes de Tom Saintfiet ont brillé sur le plan offensif. Ils ont infligé une

sévère correction en s'imposant 6-0, marquant plus de buts lors de ce match que lors de l'ensemble des cinq premières journées (4 buts au total). Les buteurs de la soirée ont été El Bilal Touré, Néné Dorgelès (à trois reprises), Kamory Doumbia et Mamadou Doumbia.

Grâce à cette victoire éclatante, les Aigles du Mali, déjà dotés de la meilleure défense, ont considérablement amélioré leurs statistiques offensives en marquant 10 buts en six matchs. Cette performance renforce leur position en vue de la phase finale de la CAN Maroc 2025, qui se tiendra de décembre 2025 à janvier 2026.

Après une phase éliminatoire intense bouclée en seulement trois mois, les Aigles et les autres nations qualifiées auront dorénavant plus de temps pour se préparer à la phase finale. Tom Saintfiet et son équipe auront l'opportunité de travailler sur l'équipe compétitive en participant aux éliminatoires de la Coupe du Monde à partir de mars prochain.

La liste des nations qualifiées pour la CAN Maroc 2025 comprend le Maroc, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Algérie, la République Démocratique du Congo (RDC), le Sénégal, l'Égypte, l'Angola, la Guinée-Équatoriale, la Côte d'Ivoire, le Gabon, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Nigéria, le Zimbabwe, le Mali, les Comores, le Soudan, le Bénin, la Tanzanie, le Botswana et le Mozambique.

Sept nations absentes de l'édition précédente en Côte d'Ivoire manqueront cette édition marocaine, remplacées par de nouvelles équipes telles que le Gabon, le Soudan, le Bénin, le Botswana, le Zimbabwe, l'Ouganda et les Comores.

Fatou Sissoko





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre



Taureau (20 avril - 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de solidifier vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peut-être l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gérerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en couple



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre couple



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication



Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentirez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1177 Malikilé

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de leaders politiques - Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Defence de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

Recommandé 2024 - Les experts ont dit

1177 Malikilé

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goïta au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice internationale

Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

Mémoire de l'histoire / Chaguel

Un tissu de mensonges ?

CFP - Condamnation d'Al Hassan

Conférence de presse - 17 juillet de l'ONU - Impact et perspectives

1177 Malikilé

1596 Malikilé

État de tension de fond pour l'ouest contre la dégradation - Une initiative de Riyad Bamba Assani et de l'Association Espoir en Afrique

Mali

La rançon de la quête de souveraineté

CFP - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1597 Malikilé

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Chaguel !

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1598 Malikilé

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Président Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe au Mali

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23